

**Union européenne - Système  
européen d'information et  
d'autorisation concernant les  
voyages (ETIAS) : le Conseil adopte  
le règlement - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**  
(Bruxelles, 05 septembre 2018)

Le 5 septembre 2018, le Conseil a adopté un règlement portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS).

L'ETIAS permettra de réaliser des contrôles en amont et, si nécessaire, de refuser une autorisation de voyage aux ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa qui se rendent dans l'espace Schengen. Ce système contribuera à renforcer la sécurité intérieure, à prévenir l'immigration illégale, à protéger la santé publique et à réduire les temps d'attente aux frontières grâce à l'identification, avant leur arrivée aux frontières extérieures, des personnes susceptibles de présenter un risque dans l'un de ces domaines.

#### Fonctionnement du système

Ce système s'appliquera aux ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa. Ces personnes devront obtenir une autorisation de voyage avant leur déplacement, via une application en ligne. Pour chaque demande introduite, le demandeur devra s'acquitter d'un droit d'autorisation de voyage de 7 euros.

Les informations communiquées dans chaque demande donneront lieu à un traitement automatique par consultation de bases de données de l'UE ainsi que des bases de données concernées d'Interpol afin de déterminer s'il y a des motifs s'opposant à la délivrance d'une autorisation de voyage. Si aucune réponse positive ("hit") ni aucun élément nécessitant une analyse complémentaire n'est mis en évidence, l'autorisation de voyage sera délivrée automatiquement et rapidement. Tel devrait être le cas pour la plupart des demandes.

En cas de réponse positive ou d'élément nécessitant une analyse, la demande fera l'objet d'un traitement manuel par les autorités compétentes. Dans ce cas, l'unité centrale ETIAS vérifiera d'abord que les données enregistrées dans le dossier de demande correspondent aux données déclenchant une réponse positive. Lorsque tel est le cas ou si des doutes subsistent, la demande sera traitée manuellement par l'unité nationale ETIAS de l'Etat membre responsable. La délivrance ou le rejet d'une demande qui a déclenché une réponse positive interviendra au plus tard 96 heures après l'introduction de la demande ou, si des informations supplémentaires ont été demandées, dans les 96 heures suivant la réception de ces informations.

Avant l'embarquement, les transporteurs aériens et maritimes devront vérifier si les ressortissants de pays tiers soumis à l'obligation d'autorisation de voyage sont en possession d'une autorisation de voyage en cours de validité. Trois ans après la mise en service de l'ETIAS, cette obligation s'appliquera aussi aux opérateurs internationaux assurant le transport routier de groupes par autocar.

L'autorisation de voyage ne conférera pas un droit d'entrée ou de séjour automatique; c'est le garde-frontières qui prendra la décision finale.

Une autorisation de voyage sera valable trois ans ou jusqu'à l'expiration du document de voyage enregistré lors de la demande, selon l'hypothèse qui se réalise en premier.

### Prochaines étapes

Le Conseil et le Parlement européen doivent à présent signer le règlement adopté. Le texte signé sera publié au Journal officiel de l'UE et entrera en vigueur vingt jours plus tard. Eu-Lisa devrait commencer à élaborer le nouveau système devant être opérationnel d'ici 2021./.